****

**DECLARATION FNEC FP-*FO* AU CSA D du 27 juin 2023**

Monsieur le Directeur Académique,

Le gouvernement Macron-Borne a fait le choix de la fuite en avant, faisant fi de la mobilisation historique contre la **réforme des retraites** et de l’opposition de 90% des salariés à cette réforme, ouvrant ainsi une crise d’une ampleur inédite dans notre pays.

Dans ce contexte, il persiste dans l’objectif de détruire ce qu’il reste de conquêtes sociales…

Alors qu’aucun texte réglementaire (décret, arrêté) ni même une note de service ne sont parus, et que le décret sur le RCD a été rejeté par l’ensemble des organisations syndicales es collègues se voient proposer de s’engager dans **le pacte Macron-Ndiaye**, et cela dans une situation où malgré l’inflation galopante, le ministre de la Fonction publique se contente d’annoncer une **augmentation de 1,5% de la valeur du point d’indice à partir du 1er juillet.**

L’objectif du ministre Ndiaye est clair : il pense contraindre les personnels pris à la gorge par l’effondrement de leur pouvoir d’achat à s’engager dans un dispositif remettant en cause leur **Statut** et qui ne vise qu’à les opposer les uns aux autres. La **FNEC FP-*FO*** dénonce ce chantage odieux qui place d’ailleurs une nouvelle fois les directeurs et personnels de direction en première ligne.

Dans toute la France, dans de nombreuses écoles et établissements, la totalité des collègues refusent collectivement ce pacte. Ils adoptent des motions pour faire connaître cette décision.

Nous déposerons donc l’avis suivant :

***Des écoles et établissements adoptent des motions de rejet du pacte Macron NDiaye. Le CSA-D se prononce pour l’abandon du pacte qui n’est pas une revalorisation mais correspond à une augmentation du temps de travail et à une déréglementation du statut.***

Pour Force Ouvrière, la politique de ce gouvernement et des précédents est une plaie. Elle s’en prend à l’école de la République et aux élèves les plus fragiles notamment avec **l’acte 2 de l’école inclusive.**

Alors que de nombreux collègues sont en arrêt de travail en raison des ravages de l’inclusion systématique, le Président Macron annonce aller plus loin dans la catastrophe en imposant la dissolution des établissements médico-sociaux dans les établissements scolaires, **en remettant en cause l’enseignement spécialisé et les missions de AESH.**

STOP à la barbarie ! Nous déposerons l’avis suivant :

*Le CSA SD se prononce contre l’acte 2 de l’école Inclusive du président Macron prévoyant notamment la dissolution des établissements médico-sociaux dans les établissements scolaires ainsi que la fusion des missions des AESH et des AED.*

Les conditions de travail sont dégradées et la rentrée s’annonce encore pire.
Tous les jours nous devons nous « débattre » avec la pénurie des moyens et des personnels (sous statut), menaçant la sécurité des personnels et des élèves.

Les personnels se sont mobilisés à la fois pour l’annulation de la réforme des retraites, contre les suppressions de postes, pour le recrutement urgent et massif des personnels nécessaires, pour une véritable revalorisation des salaires et des carrières, toutes catégories confondues, et se mobilisent pour l’arrêt des contre-réformes en cours : Pacte enseignant, et « réformes » du lycée et du baccalauréat.

**Nous exigeons :**

* **Que toutes les revendications des personnels soient satisfaites : restitution des moyens et des postes supprimés : annulation des fermetures de classes, ouverture partout où cela est nécessaire. Stop aux projets de fermetures d’écoles comme à St Rémy la Varenne prévue pour 2024 ! Abondement des moyens en remplacement qui permette un remplacement à 100%.**
* **Abandon du projet de réforme du collège qui vise à territorialiser et détruire le caractère national de l’École en mettant en place des dispositifs qui s’opposent aux enseignements disciplinaires fondés sur des programmes et des horaires nationaux.**
* **Recrutement à hauteur des besoins de psychologues scolaires, d’enseignants spécialisés, d’AESH, d’AED, de CPE, de personnels administratifs, d’infirmières et de médecins scolaires, rétablissements des classes et structures spécialisées !**

**Nous attendons des mesures rapides pour que l’École de la République soit à la hauteur de ses missions. La colère gronde dans les établissements scolaires comme dans toute la France. Le gouvernement devrait y être attentif…**

**Merci de votre attention**